

Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/CN

**Arrêté préfectoral imposant à la société PROMERAC des prescriptions
complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à
FLERS-EN-ESCREBIEUX**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le titre 8 du livre I, le titre 1^{er} du livre V et l'article R. 181-45 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 avril 2002 autorisant la société PROMERAC à exploiter des ateliers de traitement de surface et d'application de peintures mettant en œuvre des poudres à base de résine organique à FLERS-EN-ESCREBIEUX ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mars 2009 imposant à la société PROMERAC des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à FLERS-EN-ESCREBIEUX ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 imposant à la société PROMERAC des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à FLERS-EN-ESCREBIEUX ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2024 imposant à la société PROMERAC des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à FLERS-EN-ESCREBIEUX ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le dossier de porter à connaissance référencé 2309-05 du 26 octobre 2023, complété le 22 février 2024, relatif aux modifications apportées sur le site de la société PROMERAC depuis l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 ;

Vu le courrier du 16 septembre 2024 de la société PROMERAC apportant des compléments au dossier de porter à connaissance référencé 2309-05 ;

Vu le dossier de porter à connaissance référencé 2501-02 du 11 mars 2025, complété le 2 mai 2025, relatif à l'augmentation des capacités de production de la société PROMERAC et notamment l'installation d'une nouvelle cabine de peinture ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas du 11 mars 2025 concernant le remplacement de la cabine de peinture et l'augmentation des capacités de production de la société PROMERAC ;

Vu la décision n° 2025-2003 de non-soumission à évaluation environnementale du 27 mai 2025 ;

Vu le rapport du 27 novembre 2025 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 26 janvier 2026 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 27 janvier 2026 ;

Considérant ce qui suit :

1. la société PROMERAC demande à ce que soient modifiées certaines prescriptions de son arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 ;
2. les modifications présentées dans les dossiers de porter à connaissance du 26 octobre 2023 et du 11 mars 2025 ne constituent pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;
3. ces modifications n'atteignent pas des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
4. ces modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
5. en conséquence, les modifications présentées dans les dossiers de porter à connaissance du 19 décembre 2023 et du 11 mars 2025 ne constituent pas des modifications substantielles de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;
6. il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale actée par les arrêtés préfectoraux du 2 avril 2002, du 4 mars 2009, du 14 décembre 2022 et du 19 novembre 2024 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

CHAPITRE 1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

Article 1^{er} – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société PROMERAC, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 202 rue du Maréchal De Lattre De Tassigny 59128 FLERS-EN-ESCREBIEUX est tenue, pour la poursuite de l'exploitation des ateliers de traitement de surface et d'application de peintures mettant en œuvre des poudres à base de résine organique, de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Article 1.2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre 2022 susvisé est remplacé comme suit :

« **Rubriques ICPE**

Rubrique	Libellé de l'installation issu de la nomenclature	Volume des activités	Régime
2566-1	Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique. La capacité volumique du four étant : a) Supérieure à 2 000 l => A	Capacité volumique du four : 19 210 litres	A
2565-2	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 l => E	<ul style="list-style-type: none"> • 1 cuve de 14 m³ pour le dégraissage dérouillage • 1 cuve de 3,5 m³ pour le rinçage passivant Volume total des cuves : 17,5 m³	E
2940-3	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque [...]. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a. Supérieure à 200 kg/j => E	<ul style="list-style-type: none"> • 1 cabine de peinture automatisée • 1 cabine de peinture manuelle PM2 • 1 cabine de peinture manuelle (atelier pilote) Quantité maximale mise en œuvre : 2 174 kg/jour (500 t/an)	E
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW : D	<ul style="list-style-type: none"> • 1 installation de grenailage au PM1 de 30 kW (corindon) • 1 installation de grenailage au PM2 de 30 kW (grenaille inox) • 1 installation de grenailage de 10 kW (atelier pilote) Puissance maximale installée des machines : 70 kW	D
2910-A	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse..., si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW => E 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW => DC	<ul style="list-style-type: none"> • 1 tunnel de séchage (chaîne) : 750 kW • 1 tunnel de polymérisation (chaîne) : 750 kW • 1 four fermé de polymérisation (PM2) : 500 kW • 1 four fermé de polymérisation (atelier pilote) : 50 kW • 1 chaudière bains 2 et 5 (chaîne) : 850 kW • 1 chaudière bain 1 (chaîne) : 850 kW • 1 chaudière pour les bureaux : 13 kW • 1 chaudière pour les vestiaires : 16,7 kW 1 chaudière ancienne habitation : 32 kW Soit une puissance thermique maximale de 3,81 MW	DC

A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration soumise au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement)

Rubrique loi sur l'eau

Rubrique	Libellé de l'installation issu de la nomenclature	Volume des activités projeté	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° supérieure ou égale à 20 ha -> autorisation 2° supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha -> déclaration	Les eaux pluviales de ruissellement sur le secteur sud de l'emprise des parcelles de la demande sont orientées vers un bassin d'infiltration. Emprise maximale de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet : 3,64 ha	D

».

CHAPITRE 2 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Article 2.1 – Installations raccordées et conditions générales de rejet

L'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 susvisé est remplacé comme suit :

« Les repères des émissaires sont localisés sur le plan présenté en annexe. ».

Article 2.2 – Conditions de rejet dans l'air

L'article 3.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 susvisé est modifié comme suit :

« §1. *Installations thermiques*

Les caractéristiques des installations de combustions sont les suivantes :

Installation raccordée	Puissance	Combustible
1 tunnel de séchage (chaîne) – plan : repère S1	750 kW	gaz naturel
1 tunnel de polymérisation (chaîne) – plan : repère F0	750 kW	gaz naturel
1 four fermé de polymérisation (PM2) – plan : repère F2	500 kW	gaz naturel
1 chaudière pour les bains 2 et 5 (chaîne) – plan : repère C1	850 kW	gaz naturel
1 chaudière pour le bain 1 (chaîne) – plan : repère C2	850 kW	gaz naturel
1 brûleur de combustion (four de décapage, rubrique 2566-1)	220 kW	gaz naturel
1 petit four fermé de polymérisation (atelier pilote)	50 kW	gaz naturel
1 brûleur de post-combustion (four de décapage, rubrique 2566-1)	240 kW	gaz naturel

§2. Installation de décapage des métaux (four pyrolyse)

Les caractéristiques du point de rejet de l'installation de décapage sont les suivantes :

Installation raccordée	Puissance – volume	Combustible	Hauteur du conduit	Diamètre	Débit nominal	Vitesse minimale d'éjection
four à pyrolyse plan :repère D1	460 kW – 19 210 litres	gaz naturel	12,9 m	0,4 m	1000 Nm ³ /h	5 m/s

§3. Installations de traitement de surfaces (plan : repère L1)

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains sont captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies ci-après dans le présent arrêté.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.

Un laveur de gaz, de débit minimum 24 000 m³/h, destiné à traiter les effluents gazeux des bains de dégraissage acides et alcalin du tunnel de traitement de surface est installé.

Les sas d'entrée et de sortie de la ligne de traitement de surface sont mis en dépression par deux ventilateurs.

Les portes et fenêtres de l'atelier restent fermées, dans la mesure du possible, afin de ne pas perturber le fonctionnement du système de captation des gaz, vapeurs et vésicules émis au-dessus des bains et ne pas favoriser les émissions diffuses de ces derniers.

Les caractéristiques du point de rejet du laveur de gaz sont conformes à l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

§4. Cabines de peintures

Les cabines de peinture de l'établissement sont les suivantes :

- cabine peinture automatisée chaîne (rejet au repère P0 sur le plan) ;
- cabine peinture (atelier pilote) ;
- cabine peinture PM2 manuelle (rejet au repère P2).

§5. Installations de grenaillage et corindonnage

L'établissement compte une cabine de corindonnage au repère G1 sur le plan, une cabine de grenaillage pour l'atelier pilote et une cabine de grenaillage au repère G2.

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse.

Le débouché des cheminées doit avoir une direction verticale et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...).

Les points de rejets des installations de grenaillage et corindonnage sont conformes à l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 : « abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage ». ».

Article 2.3 – Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

§1. Installation de décapage des métaux (four pyrolyse)

L'article 3.2.3 b) de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 susvisé est modifié comme suit :

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ dans les gaz résiduels de 16 % après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). ».

a) Poussières totales, COT, HCl, HF, SO₂ et NO_x

Paramètres	Valeurs d'émission en mg/Nm ³		Flux maxi horaire en g/h
	en moyenne journalière	moyenne sur 30 min	
Poussières totales	10	30	10
Composés organiques exprimés en carbone total (COT)	10	20	10
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10	60	10
Fluorure d'hydrogène (HF)	1	4	1
Dioxyde de soufre (SO ₂)	50	200	50
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en dioxyde d'azote	100	/	/

Les moyennes sur une demi-heure sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction).

b) Métaux

Paramètres	Valeurs d'émission en mg/Nm ³		Flux maxi horaire en g/h
	en moyenne journalière	moyenne sur 30 min	
Cadmium et ses composés, exprimé en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimé en thallium (Tl)	0,05	0,05	0,05
Mercure (Hg) et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,05	0,05	0,05
Total des autres métaux lourds : Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,5	0,5	0,5
Métaux lourds : Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V ainsi que le zinc et ses composés exprimés en zinc	5	5	5

Le total des autres métaux lourds est composé de la somme :

- de l'antimoine et de ses composés, exprimés en antimoine (Sb) ;
- de l'arsenic et de ses composés, exprimés en arsenic (As) ;
- du plomb et de ses composés, exprimés en plomb (Pb) ;
- du chrome et de ses composés, exprimés en chrome (Cr) ;
- du cobalt et de ses composés, exprimés en cobalt (Co) ;
- du cuivre et de ses composés, exprimés en cuivre (Cu) ;
- du manganèse et de ses composés, exprimés en manganèse (Mn) ;
- du nickel et de ses composés, exprimés en nickel (Ni) ;
- du vanadium et de ses composés, exprimés en vanadium (V).

La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum.

Ces valeurs s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

c) Dioxines et furannes

L'article 3.2.3 c) de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 susvisé est modifié comme suit :

« La méthode de mesure employée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum.

Paramètres	Valeurs d'émission en mg/Nm ³		Flux maxi horaire en g/h
	en moyenne journalière	moyenne sur 30 min	
Dioxines et furannes	0,1 ng/m ³	-	100 ng/h

».

§2. Installations de grenailage et corindonnage

L'article 3.2.3.5 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 susvisé est modifié comme suit :

« Les effluents gazeux ne doivent pas contenir plus de 150 milligrammes/Nm³ de poussières, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilos/pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec). ».

CHAPITRE 3 – REJETS DANS L'EAU

Article 3.1 – Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet dans l'eau

L'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 susvisé est modifié comme suit :

« §1. Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Le réseau interne de collecte des effluents n° 2 (bassin versant secteur nord), n° 3 et n° 4 doit être équipé d'une vanne d'obturation ou tout dispositif équivalent, sur le dernier puisard avant rejet dans le réseau d'assainissement public. Ceci doit permettre de bloquer tout rejet en cas d'une pollution accidentelle.

Pour les effluents n° 1 et n° 2 (bassin versant secteur sud), le réseau interne est équipé d'une vanne d'obturation ou tout dispositif équivalent en amont du bassin d'infiltration et avant rejet dans le milieu naturel. L'exploitant tient à jour une procédure visant à s'assurer régulièrement du bon état du réseau interne de collecte de ce rejet : les justificatifs de réalisation de cette procédure seront laissés à la disposition de l'inspection des installations classées. ».

Article 3.2 – Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

L'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 susvisé est remplacé comme suit :

« Sans préjudice des valeurs fixées par la convention de déversement délivrée par le gestionnaire de la station d'épuration urbaine de Douai Fort-de-Scarpe, l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies (pour chaque cuvée).

Effluent n° 4 (eaux usées industrielles) :

Paramètres	Concentrations	Flux journaliers
	Moyennes journalières (en mg/l)	Maximum journalier (en g/j)
MeS	30	360
DCO	600	7200
Azote global	150	1800
P	50	600
F	15	180
Indice hydrocarbure	5	60
Cd	0,2	2,4
Ni	2	24
Cu	1,5	18
Zn	3	36
Fe	5	60
Al	5	60
Pb	0,4	4,8
Sn	2	24
Métaux : Zn + Cu + Ni + Al + Fe + Cr + Cd + Pb + Sn + Mo	10	120

Les eaux usées industrielles ne contiennent pas de cyanures et de chrome. ».

CHAPITRE 4 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Article 4.1 – Réseau de surveillance des eaux de la nappe superficielle

L'article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 susvisé est remplacé comme suit :

« L'exploitant maintient un réseau de surveillance de la qualité des eaux de la nappe superficielle. La surveillance des eaux souterraines est effectuée selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 novembre 2024.

D'une manière générale, pour l'ensemble des piézomètres du site, toutes dispositions doivent être prises afin de ne pas favoriser le transfert des polluants potentiels dans le sol ou dans la nappe superficielle.

En cas de mise hors d'usage ou de défaillance d'un des piézomètres, l'exploitant doit en informer l'inspection des installations classées ainsi que les mesures prises pour assurer son remplacement. ».

Article 4.2 – Analyse des eaux souterraines (nappe superficielle et nappe de la craie)

L'article 4.4.3 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 susvisé est modifié comme suit :

« La surveillance des eaux souterraines est effectuée conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 novembre 2024. ».

CHAPITRE 5 – MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Article 5.1 – Ressources en eau et mousse

L'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 susvisé est modifié comme suit :

« L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés de 40 mm installés conformément à la norme NFS 61201 et NFS 62201 à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins ;
- un poteau incendie dans l'enceinte de l'établissement ou d'une réserve d'eau en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'établissement dispose également des moyens suivants :

- une prise d'eau au niveau du canal de la Scarpe ;
- un poteau incendie situé à moins de 200 mètres (rue du Maréchal de Lattre de Tassigny). ».

CHAPITRE 6 – DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES DES INSTALLATIONS

Article 6.1 – Aménagements de l'installation de traitement de surface

L'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 susvisé est modifié comme suit :

« L'installation de traitement de surface est équipée des aménagements suivants :

- une rampe de déconcentration après chaque bain ;
- une rampe de rinçage final en eau osmosée après la passivation ;
- gestion des alimentations d'eau par électrovanne ;
- réseaux d'alimentation et d'évacuation adaptés ;
- sas de récupération des égouttures de passivation pour envoi dans le bain de passivation. ».

Article 6.2 – Installations de peinture à base de poudre

L'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 susvisé est modifié comme suit :

« L'exploitation comprend 3 cabines de peintures :

- une cabine de peinture automatisée ;
- une cabine de peinture manuelle (atelier pilote) ;
- une cabine de peinture manuelle (PM2).

Les peintures utilisées sont à base de poudre sans solvant.

La cabine de peinture automatisée est équipée de :

- 18 pistolets automatiques ;
- 2 pistolets manuels ;
- un cyclone pour aspirer et recycler la poudre (non déposée sur les pièces). Le cyclone est associé à un filtre de débit minimal de 24 000 m³/h pour la récupération des fines.

La cabine de peinture manuelle PM2 est équipée de 2 pistolets manuels.

Ces cabines sont munies chacune d'un système d'aspiration et de filtration.

Le fonctionnement des cabines doit déclencher automatiquement le fonctionnement de la ventilation des cabines. Le débit d'extraction des cabines est calculé pour garantir une utilisation de cabines en dessous de la limite inférieure d'explosion du mélange d'air et de poudre.

Article 6.3 – Suppression des installations de métallisation

L'article 8.3 relatif aux installations de métallisation de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 susvisé est supprimé.

CHAPITRE 7 – AUTOSURVEILLANCE

Article 7.1 – Autosurveillance des émissions atmosphériques

L'article 9.2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 susvisé est modifié comme suit :

« Auto surveillance des rejets atmosphériques issus de l'installation de grenailage

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des poussières doit être effectuée selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans.

Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre de l'environnement quand il existe une procédure d'agrément des organismes.

À défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44052 doivent être respectées.

Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

Les résultats des mesures sont adressés à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réalisation. ».

Article 7.2 – Autosurveillance des rejets aqueux

L'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 susvisé est modifié comme suit :

« Concernant les fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des effluents n° 4, les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Fréquence
pH	avant rejet sur chaque cuvée
MeS	une fois par trimestre suivant norme
DCO	
Azote global	
P	
F	
Indice hydrocarbure	
Cd	une fois par semaine par méthode simple et une fois par trimestre suivant norme
Ni	
Cu	
Zn	
Fe	
Al	
Pb	
Sn	
Métaux : Zn + Cu + Ni + Al + Fe + Cr + Cd + Pb + Sn + Mo	

L'utilisation de procédés susceptibles d'émettre des cyanures, du chrome ou du molybdène est interdite.

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de l'autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le ministre chargé de l'environnement).

CHAPITRE 8 – MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ, VOIES DE RECOURS

Article 8.1 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 8.2 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DOUAI, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de FLERS-EN-ESCREBIEUX ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de FLERS-EN-ESCREBIEUX et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2026>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **30 MARS 2026**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO



P.J : Annexe 1 – Plan de localisation des piézomètres
 Annexe 2 – Plan des installations

30 MARS 2026

Guillaume AFONSO

ANNEXE 1 – PLAN DE LOCALISATION DES PIÉZOMÈTRES

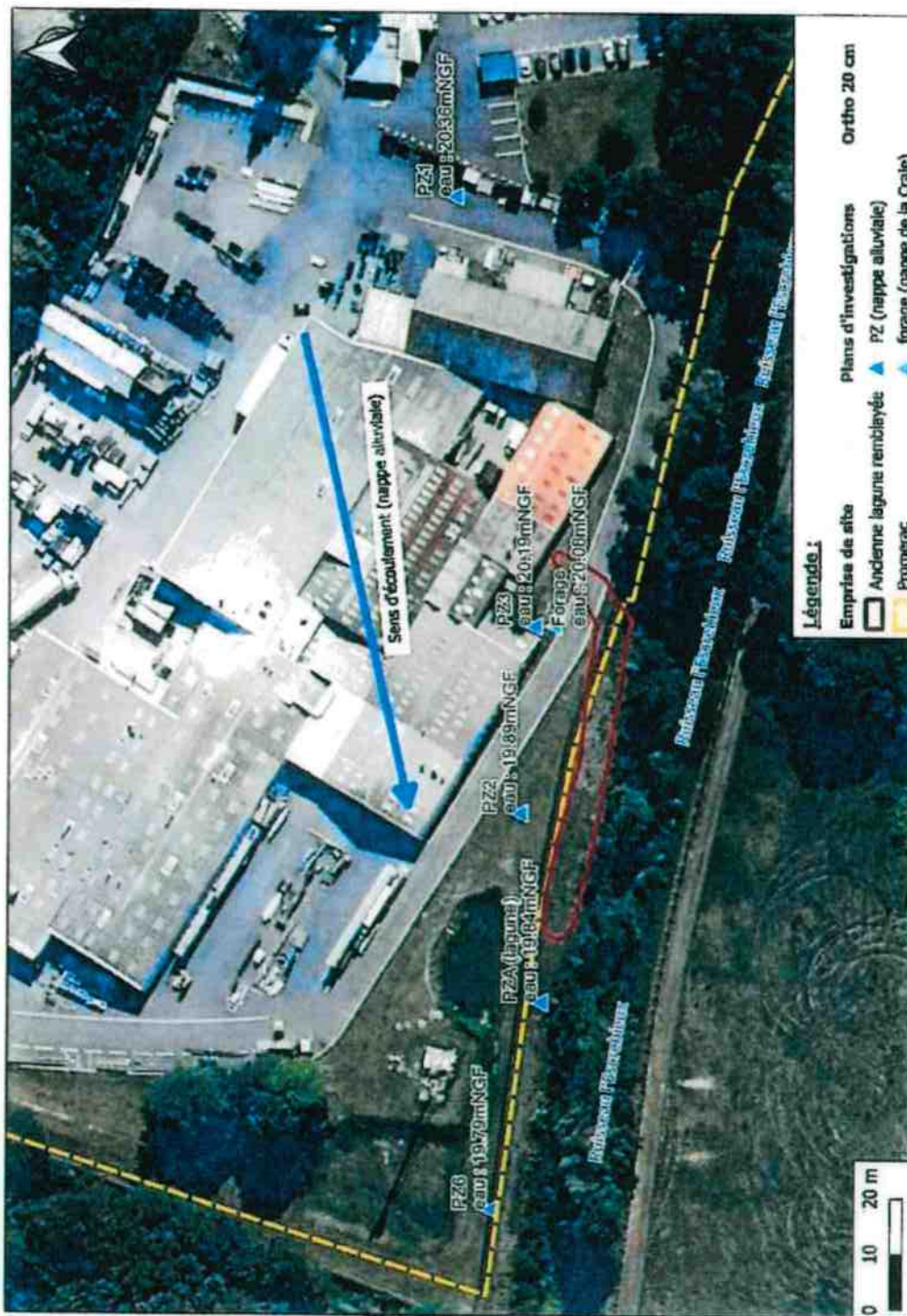


Figure 4 : plan de localisation des Investigations – Basses Eaux (avec altimétrie de la nappe)

[illegible]